

## Tchad : quand les intellos sautent sur N'Djamena

Le Tchad, on l'a vu à la veille des élections, est une épine permanente plantée dans la chair française. Quand survint, en l'été 1983, l'envoi au Tchad des paras français par le gouvernement socialiste, succédant à sa manière aux expéditions de la droite, Sartre était mort depuis trois ans, et le Paris-gauche-*Libé*-néo-droite à la Glucksmann lui avait fait un enterrement sous les fleurs. Lui qui a su varier du pour au contre, à propos du Vietnam ou d'Israël, mais en suivant une ligne de contradiction aux militarismes, il aurait sans doute, en dépit de ses sympathies à gauche, rappelé que, depuis Suez et l'Algérie, ce type d'expédition coloniale, le socialisme français l'a dans le sang. Le genre « On se fait son fellouze », Hernu y excelle comme feu Mollet. On se souvient que Mitterrand, garde des Sceaux du gouvernement du temps, refusait systématiquement la grâce des FLN condamnés à mort.

Le 12 août 1983, quelques jours après le « débarquement » – pendant lesquels *Libération*, participant du consensus, pour ne pas avoir l'air de critiquer systématiquement les initiatives de la gauche au pouvoir, avait rendu compte avec une neutralité sympathisante de l'avancée de nos braves bérets rouges –, le quotidien au losange publiait la note suivante : « Bien que la période estivale porte à des nonchances hors-saison et que la complexité tchadienne incline aux expectatives prudentes, l'envoi des paras par un gouvernement socialiste ne pouvait manquer d'émouvoir. Tranchant sur les silences remarquables des leaders de l'opposition en la matière, c'est notamment dans des milieux classés "à gauche" que le débat "pour ou contre" l'intervention militaire dans l'une de nos ex-colonies s'amorce. Ainsi, pour les signataires du texte ci-dessous, qui avaient envisagé de pétitionner pour l'intervention française, avant que la décision soit prise par le gouvernement ;

chacun peut savoir que certains d'entre eux furent parmi les pétitionnaires anti-interventionnistes de jadis et naguère. » Les « milieux classés à gauche » qui donnaient trop tard leur bénédiction aux nouveaux Massu, c'étaient Montand, Glucksmann, Kouchner, plus deux comparses, qui écrivaient dans leur « tribune libre », sous le titre : « Tchad, l'engagement à reculons » (si quelque chose pouvait remuer en vous, camarades signataires, à relire ces perles !) : « Il était clair, depuis l'entrée en scène de la Libye, que la France serait contrainte d'intervenir dans la guerre du Tchad. Dès lors, pourquoi s'engager à reculons ? [...] La politique française en Afrique s'encombre encore [...] d'états d'âme et de remords coloniaux qui obscurcissent les raisonnements. [...] Une décision que l'urgence rendait nécessaire : envoyer l'armée française. [...] Un moment trop céder, c'est tout abandonner. On nous assure que chaque étape de l'escalade libyenne verra Paris riposter de la même manière. » Mais cela ne suffit pas à nos va-t-en-guerre. « Curieuse logique, bien peu militaire, qui laisse l'initiative à l'ennemi. » Voilà Glucks prof de stratégie à l'École de guerre, section « guerre préventive ».

Là est la seule critique des socialistes : ils ne sont pas assez sanguinaires. « À reculons » : il faut regarder « la guerre en face », comme on regarde une caméra de télé. Bouffonnerie odieuse de planqués revanchards. Montand, vieux chasseur retraité, ajoute dans *L'Express* (19 août 1983) : « Moi, si je savais tirer au fusil, j'irais là-bas. » Retenez-le. Mais non, comme du temps du Vietnam héroïque, ce sont toujours les autres qu'on envoie au casse-pipe.

Texte effrayant. Pas pour l'importance de l'incident, aujourd'hui oublié, que fut le énième retour au Tchad des paras français – où la situation ne sera heureusement jamais l'apocalypse de la lutte finale évoquée par Montand, Glucks et *Libé*. Mais pour l'étendue de la misère morale qu'il révèle, le mécanisme d'une logique militaire invoqué comme seul argument de choix, où le ridicule du conseil

après-coup s'aggrave de l'ignominie du conseil lui-même. N'y manque pas le petit couplet d'hommage, répugnant de servilité, au Président Imperator socialiste, incité à muscler encore son style casqué pour augmenter sa gloire : « Le président de la République doit savoir que l'opinion française le soutient. » Vive la résolution « qui anime les partisans de la paix et des tenants des interventions humanitaires à se ranger derrière la détermination du chef de l'État en déplorant une trop longue irrésolution » ! En mars 1986, Mitterrand lancera une récidive pré-électorale, justifiée seulement par le besoin de ratisser des voix.

C'est en « combattants de la paix » que Kouchner et Glucks réclament le bombardement du Tchad. C'est au nom d'une fantomatique – une de plus – « Internationale de la résistance » que Fernando Arrabal (ex-anar devenu dévot), Jacques Broyelle (ex-mao), BHL et quelques autres néo-philosophes exigent du Congrès américain une intervention américaine accrue au Nicaragua contre les rouges. Bons apôtres et stratèges pour machines à sous ! La question posée était : faut-il convertir l'aide militaire en soutien civil aux affamés ? « La reconduction de cette aide » militaire menacée par ces dangereux pacifistes que sont les sénateurs américains « est nécessaire d'un point de vue stratégique. [...] Cette aide est également nécessaire d'un point de vue moral » (*Le Monde*). Heureuse coïncidence ; comme celle qui met nos signataires à l'abri, et de la tentation d'aller jouer là-bas les Brigades internationales anti-sandinistes, et du risque, n'étant pas américains, d'avoir un jour à combattre dans les jungles du Nicaragua.

Pendant les combats, Arrabal et BHL jouent aux échecs avec les cadavres, au bar du Pont-Royal. Pas de farine, des canons. Jouer à la guéguerre avec l'extermination des autres est un vice qui vous tient.